

DISCOURS A LA NATION DU PRESIDENT
HENRI KONAN BEDIE

Ivoiriens, ivoiriennes
Mes chers compatriotes

Dans la marche des grandes nations, il y a des moments difficiles comme ceux que nous vivons encore ces derniers temps. Ce sont des moments douloureux pour chacun d'entre nous.

Le sang de nos frères, de nos sœurs et de nos enfants a encore coulé à cause de leur soif légitime de liberté et démocratie.

Le sang a encore coulé par Amour de notre patrie.

Nos frères, nos sœurs, nos enfants voulaient simplement marcher pacifiquement pour exprimer leur refus de la violation de la Constitution, la Loi suprême de notre pays.

Leur faute, pour le pouvoir en place, est d'avoir dénoncé, devant le monde entier, la parodie de démocratie et le simulacre d'élections du Chef de l'Etat en exercice pour installer une dictature en Côte d'Ivoire au profit de son clan.

Nous sommes tous témoins des images insoutenables, des atrocités commises à Yopougon, à Daoukro, à Bongouanou, à Bonoua, à M'Batto, à Sikensi, à Toumodi, à Botro, à Sakassou, à Yamoussoukro, à Téhiri, à Dabou, et dans plusieurs autres villes et villages de notre pays déjà meurtris depuis plusieurs années.

Le bilan est encore lourd : une centaine de morts et plus de 200 blessés graves. Plusieurs Dirigeants de l'opposition politique, des jeunes gens et de vaillantes femmes ont été ou continuent d'être pourchassés, violemment agressés et battus dans leurs domiciles avec parfois la destruction de tous leurs biens.

D'autres parmi nous sont emprisonnés, assignés à résidence ou dans la clandestinité pour avoir dit NON à la forfaiture programmée par le pouvoir.

Je veux, en notre nom à tous, rendre l'hommage de toute la Nation, à tous ces jeunes, braves femmes et hommes, sauvagement abattus dans la fleur de l'âge ou torturés par les milices armées soutenues par certains éléments des forces de l'ordre à la solde du pouvoir.

Je voudrais plus particulièrement rendre hommage au jeune N'Guessan Koffi Toussaint décapité à Daoukro, au jeune Kissi Morel tué par balles à Bonoua, à la famille Kouamé dont 4 membres ont été brulés vifs dans leur maison à Toumodi, pour ne citer que ceux-là. Les démocrates ivoiriens n'oublient pas leurs martyrs.

Ensemble, nous saurons, le moment venu, leur traduire la reconnaissance marquée de la patrie.

J'apporte également mon soutien à tous ceux et celles qui sont privés de leur liberté individuelle, sans la moindre procédure juridique élémentaire. Je renouvelle mon engagement à continuer à interpeller, le Chef de l'Etat, les organisations nationales et internationales des droits de l'Homme pour leur libération sans conditions.

Chers compatriotes

Que n'ai-je pas dit ou pas fait pour éviter aujourd'hui que notre pays se retrouve encore dans l'impasse, au bord d'une implosion dont les graves conséquences seront préjudiciables à chacun d'entre nous ainsi qu'à nos enfants ?

Ma qualité d'ancien Président de la République, de Doyen d'âge, de père de famille, m'imposait de tout mettre en œuvre pour éviter la catastrophe à notre pays. Je peux vous assurer, devant Dieu, d'avoir tout essayé depuis plus de deux ans pour interpeller le Chef de l'Etat, l'appeler directement à plus de transparence dans la préparation des élections.

Rien n'y a fait ; le Chef de l'Etat refusait le dialogue même par personnes interposées pour avoir fait clairement le choix de diviser le PDCI et tous les partis politiques de l'opposition pour mieux organiser son projet de se maintenir au pouvoir coûte que coûte.

Le régime en place avait savamment préparé et programmé un plan d'instauration d'une dictature en Côte d'Ivoire. En témoigne :

- Une volonté manifeste de n'engager aucun processus de réconciliation vraie malgré les importantes propositions de la CDVR,
- Les fraudes organisées ainsi que les violences perpétrées à l'issue des élections municipales et régionales de la fin de l'année 2018,
- Le débauchage des députés de l'opposition pour bâillonner l'expression démocratique à l'Assemblée Nationale,
- L'arrestation et l'emprisonnement arbitraires des députés de l'opposition ou des leaders d'opinion, de responsables d'associations de la Société Civile,
- Le limogeage de nombre de cadres sans motif valable,
- La confiscation des médias d'Etat,

- L'enlèvement de personnes par des groupes armés, encagoulés et non identifiés,

Nous sommes tous témoins de ces faits graves que moi-même et l'opposition n'avons cessé de dénoncer en observant la dérive dictatoriale, l'instauration de la peur comme mode de gouvernance et la volonté du Pouvoir en place de n'écouter personne.

Ivoiriens, ivoiriennes,

Pourquoi faire la politique de l'autruche dans la recherche de la cause principale de la grave crise qui secoue encore notre pays aujourd'hui ?

Monsieur Alassane Ouattara voulait par tous les moyens et à tous les prix s'imposer au pouvoir alors que notre Loi fondamentale ne l'y autorise pas. Le premier Devoir, la première responsabilité du Président de la République dans notre pays, est de respecter la Loi et de la faire appliquer à tous les citoyens sans distinction.

La constitution votée par tous et promulguée par le Président de la République lui-même est sacrée.

Le cardinal Jean Pierre KUTWA a rappelé dans un message, le 14 Novembre dernier, cette maxime latine bien connue et je cite : « Dura lex, sed lex » ; ce qui veut dire la LOI est dure mais c'est la LOI.

Cette pensée, a-t-il indiqué, invite au respect de la LOI même quand elle nous contrarie et va à l'encontre de nos intérêts du moment.

En violant notre LOI FONDAMENTALE, l'actuel Chef de l'Etat a fait le choix de se soumettre à une sorte de référendum populaire.

Je lui ai publiquement lancé un appel à renoncer à son projet de désobéissance à la LOI. L'opposition toute entière l'a interpellé. Nous l'avons invité au Dialogue avant de lancer le projet de la désobéissance civile auquel vous avez vaillamment répondu.

Devant les attaques violentes à mains armées contre des manifestants aux mains nues, nous avons appelé le Pouvoir au Dialogue. Devant les menaces graves que nous avons identifiées pour la stabilité de notre pays, nous avons

solennellement et publiquement demandé le report des élections pour un processus électoral inclusif et transparent avec la participation consensuelle de tous les partis politiques.

Rien n'y a fait ; Le chef de l'Etat a décidé, malgré les décisions de la Cour Africaine des Droits de l'Homme, d'organiser une élection présidentielle, avec une CEI au service de son parti, en excluant des acteurs politiques de référence comme le Président Laurent Gbagbo, les Anciens Présidents de l'Assemblée Nationale Guillaume SORO et Mamadou Coulibaly, les Ministres Albert Mabri Toikeuse, Gnamien Konan et bien d'autres.

Que d'appels au Dialogue n'ai-je pas lancés pour préserver la paix dans notre pays ?

Le 10 octobre 2020 au Stade Felix Houphouët Boigny, devant le refus obstiné d'écoute du Chef de l'Etat et de son clan, je me suis adressé au Secrétaire Général de l'ONU lui demandant son implication personnelle pour l'instauration d'un dialogue inclusif entre toutes les parties prenantes au processus électoral en Côte d'Ivoire.

Par écrit, j'ai présenté à Monsieur Antonio Guterres les ingrédients d'une situation extrêmement grave qui imposait un Dialogue urgent avec le soutien de l'ONU pour sauver notre pays du chaos.

J'ai tenu le même discours à toutes représentations diplomatiques en Côte d'Ivoire ainsi qu'à plusieurs Organisations internationales de référence qui œuvrent pour la paix en Afrique et dans le monde.

Les adresses ou messages des organisations religieuses chrétiennes ou musulmanes ainsi que des organisations internationales au Président de la République, proposant un dialogue en vue d'une élection présidentielle inclusive, transparente et crédible et appelant à l'arrêt de la violence, n'ont trouvé aucun écho favorable.

Rien n'y a fait ; Le 31 octobre 2020, dans des conditions calamiteuses et avec la complicité d'un système électoral à sa solde, le Chef de l'Etat en exercice s'est soumis, contre vents et marées, à la décision du peuple quant à son choix de briguer un troisième mandat illégal, par un soi-disant Devoir, mais en réalité au service de son clan.

Après que moins de 20% d'électeurs seulement aient retiré leurs cartes, le taux réel de participation s'est trouvé être inférieur à 10%. Ce niveau de participation, extrêmement faible et confirmé par des observateurs et organisations internationales crédibles, signifie que le vainqueur arithmétique proclamé de cette soi-disant élection n'a aucune légitimité, 90% des ivoiriens ayant boudé cette élection.

Le peuple de Côte d'Ivoire a clairement désavoué Monsieur Alassane Ouattara devant la Communauté nationale et Internationale avec le choix du NON à son projet de troisième mandat anticonstitutionnel.

Il doit donc en tirer toutes les conséquences et en déduire, malgré tous les actes anticonstitutionnels qui sont posés actuellement, qu'il n'est pas légitimement le Président de la République de Côte d'Ivoire.

Mes chers compatriotes,

Indéniablement nous sortons de cette épreuve avec les valeurs fondamentales de notre nation que sont l'unité et la fraternité sérieusement fragilisées.

La plupart de nos compatriotes ont perdu tous leurs repères et sont inquiets. Les amis de la Côte d'Ivoire, les investisseurs sont inquiets. Les organisations des droits de l'homme sont inquiètes et ne cessent d'appeler à la retenue pour protéger les vies humaines. Elles nous appellent tous au sens de la responsabilité devant l'Histoire.

Que devons-nous donc faire face à cette nouvelle situation critique pour l'avenir de notre Nation ?

Faire comme certains de nos compatriotes et leurs soutiens bien embarrassés : justifier l'injustifiable en engageant la Côte d'Ivoire dans la voie d'un coup de force par la violation flagrante de la Constitution sous prétexte d'un cas de force majeur non prévu par notre Loi Fondamentale ?

Enfermer notre pays dans la voie de la propension à la violence, à la confiscation des libertés ou de la répression permanente pour le replonger davantage dans un état plus grave que celui de la fin des élections présidentielles de 2010 ?

Ou plutôt prendre individuellement, collectivement la décision de renoncer à la fatalité et de reprendre le chemin d'un Etat de droit ?

La première voie nous conduit inexorablement vers un renoncement définitif au projet fondateur de notre Nation, c'est-à-dire le pays de l'hospitalité et de la vraie fraternité.

Pour ma part et comme la majorité d'entre nous, je crois en une Côte d'Ivoire fraternelle et Solidaire. Je crois dans la Côte d'Ivoire de l'unité dans la diversité. Je crois qu'elle est la seule voie du progrès pour tous et du bonheur pour chacun. Je crois, pour la rebâtir, en notre capacité collective à réactiver ensemble nos valeurs d'union et de paix par le Dialogue.

C'est la raison principale qui m'a conduit à accepter en votre nom à tous, la rencontre du 11 Novembre dernier avec le Chef de l'Etat pour briser le mur de la méfiance et amorcer les prémises d'un dialogue franc et sincère dans le seul intérêt de la paix pour notre pays.

A mon âge, avec mon expérience de la vie et avec l'Amour profond que j'ai pour mon pays comme vous tous, mon vœu le plus cher est d'apporter, en ces temps particuliers et importants, ma contribution positive pour poser ensemble les fondements d'une Nation réconciliée et Unie afin de léguer à nos enfants un héritage digne de l'énorme potentiel social et économique de notre pays.

Dans ce sens, je saisis encore l'occasion d'exprimer ma gratitude à Madame Michelle Bachelet, Haute Commissaire des Droits de l'Homme auprès des Nations Unis pour son ferme engagement dans la situation actuelle de notre pays. J'insiste auprès d'elle et lui renouvelle ma confiance pour la libération immédiate de toutes les personnes injustement incarcérées, en résidence surveillée ou forcées à l'exil.

D'autre part, je propose dès maintenant et urgemment, en accord avec toute l'opposition, l'organisation d'un Dialogue National en lieu et place du « tête à tête BEDIE – OUATTARA » car l'enjeu en cause c'est celui de la Côte d'Ivoire Rassemblée.

Ce nouveau cadre de Dialogue qui verra la participation de toutes les forces vives de la Nation et qui sera encadré, sur le territoire ivoirien par des organisations internationales crédibles spécialisées en la matière, dont l'ONU, remplace évidemment le CNT que l'opposition ivoirienne avait initialement proposé.

Je m'impliquerai avec force et avec Amour, et avec tous, dans la préparation et la mise en œuvre de cet important cadre pour la recherche de solutions pour une paix durable dans notre pays. Les questions clés à aborder ensemble porteront notamment sur :

- L'élaboration d'une constitution consensuelle qui garantira une stabilité démocratique, avec des institutions fortes ;
- La mise en œuvre d'un véritable processus de réconciliation qui prendra notamment en compte le retour des exilés et la libération des prisonniers politiques et militaires ;
- L'indemnisation conséquente des victimes et leurs familles respectives ;
- La réforme de la Commission Electorale Indépendante ;
- L'Organisation des élections, notamment présidentielles, transparentes, crédibles et inclusives, dans un climat apaisé ;
- Le rétablissement de la confiance entre les ivoiriens et les amis de la Côte d'Ivoire en assurant la bonne gouvernance économique, politique et administrative ;
- Le retour de l'Etat de droit dans le respect des libertés fondamentales de tous les citoyens et de la loi, tout en assurant le maintien de l'ordre sans bavures ;

Avec vous tous, j'ai la conviction profonde que nous pouvons y arriver. Oui nous pouvons transformer notre pays pour en refaire, demain, une nation fraternelle, démocratique et prospère qui rayonne en Afrique et dans le monde. Je vous demande de me faire confiance.

En cohérence avec cette main tendue pour la paix, et afin de donner toutes les chances à la réalisation de notre rêve commun, la lutte privilégiera désormais les marches et toutes les autres formes démocratiques de la résistance et de la contestation propres à une opposition responsable et constructive.

Dans le même esprit, j'appelle à la libération immédiate et sans condition de toutes les personnes, jeunes, femmes, cadres de la société civile et leaders politiques qui sont encore incarcérées, ainsi qu'à la cessation de toutes les poursuites judiciaires à leur encontre. Sans ses mesures, il n'y aura pas de Dialogue sincère et constructif.

Ivoiriens, Ivoiriennes,

Les grandes nations se relèvent toujours des grandes douleurs. Et nous sommes une grande nation.

Pour conclure j'invite chaque ivoirien, chaque ivoirienne, en Côte d'Ivoire, dans le monde entier, dans chaque ville, chaque village à une GRANDE MARCHÉ POUR LE DIALOGUE ET LA PAIX dont la date sera fixée dans les jours prochains.

Notre participation à cette grande marche dans l'ordre et dans la discipline traduira, également, l'engagement de chaque ivoirien et de chaque ivoiriennes pour le respect de la mémoire de notre illustre Président, Feu Felix Houphouët Boigny, ainsi que de tous nos frères et sœurs qui ont tragiquement perdu la vie au cours cette difficile période qui a duré presque 20 ans (depuis 1999).

A cet effet, j'appelle les forces républicaines à encadrer pacifiquement cette Grande Marche.

Je compte sur la FOI de tous en la Côte d'Ivoire pour tourner sincèrement et ensemble cette page douloureuse de notre histoire grâce au Dialogue National.

J'invite le Chef de l'Etat et le gouvernement à se rallier à ces propositions dans l'intérêt suprême de la Nation.

Pour la Paix,
Pour la Réconciliation,
Pour l'Etat de Droit,
Et pour la Démocratie Vraie,
Restons tous mobilisés et solidaires, il n'y aura ni vainqueur, ni vaincu. La Côte d'Ivoire seule vaincra par la non-violence et l'Amour de la Patrie.

Demain, nos renoncements aux intérêts particuliers et ceux de leur partisans et nos sacrifices alimenteront des jours de paix et de bonheur pour chacun d'entre nous.

Les jeunes, les femmes et les hommes d'aujourd'hui dans toutes les contrées de notre beau pays, les générations futures nous en seront reconnaissants.

Vive la paix pour Tous !

Que Dieu bénisse la Côte d'Ivoire Unie et Fraternelle.